



RAPPORT ANNUEL

S. ACTIVE DIVERSIFIE ISR

Fonds commun de placement

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

CARACTERISTIQUES DE L'OPC

Forme juridique : FCP

● **L'objectif de gestion**

Ce FIA est géré activement et de manière discrétionnaire en respectant un filtre qualitatif extra-financier selon la politique mise en oeuvre par Crédit Mutuel Asset Management et dans le respect des exigences du label français ISR. Il a pour objectif de gestion de valoriser le portefeuille, en recherchant la rentabilité sur la durée minimale de placement recommandée, grâce à une gestion sélective de valeurs en s'attachant à respecter des critères de développement durable et de responsabilité sociale. Le FIA n'a pas d'indicateur de référence car le processus de gestion est basé sur une sélection de titres par des critères fondamentaux en dehors de tout critère d'appartenance à un indice de marché.

La stratégie de gestion du FIA consiste à établir un univers de valeurs ciblées (titres vifs et OPC) grâce à un processus extra-financier complété d'une analyse financière.

● **Stratégie d'investissement**

La stratégie du FIA repose sur une approche en sélectivité consistant à privilégier les émetteurs les mieux notés ou ceux démontrant de bonnes perspectives de leurs pratiques en matière environnemental, social et de gouvernance « ESG » et à exclure ceux comportant un risque dans le domaine. Le processus de gestion se décompose en trois étapes comme suit :

1 Filtre ESG : l'équipe de gestion appliquera des filtres extra-financiers en fonction de critères ESG issus d'une méthodologie propriétaire développée par le pôle d'analyse Finance Responsable et Durable. Ces filtres couvrent les critères de qualité de gouvernance, sociétaux, sociaux, environnementaux et l'engagement de l'entreprise ou des Etats pour une démarche socialement responsable. A titre d'illustration, pour le pilier E : l'intensité carbone, pour le pilier S : la politique de ressources humaines, et pour le pilier G : la part des administrateurs indépendants sont inclus dans nos catégories ESG. Ces filtres déterminent une classification de 1 à 5 (5 étant la meilleure classification). Les gérants ne retiendront que les émetteurs obtenant une classification supérieure à 2. En matière de gestion des controverses, chaque titre fait l'objet d'une analyse, d'un suivi et d'une notation spécifique. La gestion exclura toutes les émetteurs ayant des controverses majeures. Ce premier filtre ESG permet d'éliminer au minimum 20% des valeurs les moins bien notées.

2. Analyse financière : les valeurs sont analysées au plan financier pour ne conserver que celles dont la qualité est clairement identifiée. Cet univers constitue la liste des valeurs éligibles à l'investissement.

3. Construction du portefeuille : Ce processus de gestion repose sur une analyse macro-économique pour l'allocation tactique des poches actions et de taux, visant à anticiper les tendances d'évolution des marchés à partir de l'analyse du contexte économique et géopolitique global. Cette approche est complétée par une analyse micro-économique des émetteurs issus du filtre ESG et de l'analyse financière ainsi que des éléments techniques du marché, visant à surveiller les multiples sources de valeur ajoutée des marchés de taux et actions afin de les intégrer dans sa prise de décision. Pour la sélection et le suivi des titres de taux, la société de gestion ne recourt pas exclusivement ou mécaniquement aux agences de notation. Elle privilégie sa propre analyse de crédit qui sert de fondement aux décisions de gestion prises dans l'intérêt des porteurs.

A minima 90% des titres vifs et OPC sélectionnés par l'équipe de gestion intègrent des critères extra-financiers. Le FIA pourra investir en titres vifs et parts ou actions d'OPC n'intégrant pas de critères extra-financiers dans la limite de 10% de l'actif net. En raison de l'analyse financière, les sociétés obtenant les meilleures notes ESG ne sont pas automatiquement retenues dans la construction du portefeuille.

Le FIA s'engage à respecter les fourchettes d'exposition sur l'actif net suivantes :

90 % minimum d'instruments financiers de la zone euro

-De 30 % à 50 % sur les marchés d'actions, de toutes zones géographiques, hors pays émergent, de toutes capitalisations, de tous les secteurs, dont :

- de 0 % à 10 % aux marchés des actions hors zone euro

- de 0 % à 10 % aux marchés des actions de petite capitalisation (< 150 millions d'euros)

-De 50 % à 70 % en instruments de taux souverains, du secteur public et privé, libellés en euro, de catégorie « Investment Grade » selon l'analyse de la société de gestion ou celle des agences de notation, dont :

- de 0 % à 5 % en instruments de taux devenus spéculatifs après l'acquisition selon l'analyse de la société de gestion ou celle des agences de notation ou devenus non notés.

La fourchette de sensibilité du FIA au risque de taux est comprise entre 0 et 10.

-De 0 % à 10 % au risque de change sur des devises hors euro

Il peut également intervenir sur les :

- contrats financiers à terme ferme ou optionnels et titres intégrant des dérivés, utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition aux risques d'action, de taux et de crédit qui peuvent entraîner une surexposition globale de 10% maximum de l'actif net.

- dépôts, emprunts d'espèces.

COMMENTAIRE DE GESTION

Le FCP S. Active Diversifié ISR est un FCP dont les investissements sont sélectionnés en fonction d'un double filtre, extra financier puis financier. Il appartient à la gamme des fonds labellisée par le CIES et par le label ISR.

Au 31 décembre 2021, le portefeuille était constitué d'environ 43% d'actions (39 lignes) contre 46% à fin 2020, de 51% d'obligations contre 42% fin 2020 ainsi que 5% de liquidités (trésorerie et OPC monétaire) contre 11% fin 2020.

Partie Actions

L'année 2021 est une année de rebond de l'activité économique après une année 2020 touchée par le Covid. Cette reprise s'explique tout d'abord par la large diffusion des vaccins au sein des différents pays ; ce qui a permis de réduire l'impact sanitaire du Covid et redonner des motifs d'espoir. Ensuite, les grandes économies ont tenté de soutenir l'activité en 2021 grâce à une politique monétaire accommodante (FED et BCE) et des subventions accordées aux ménages et aux entreprises.

Par conséquent, alors que beaucoup d'usines ont arrêté de fonctionner en 2020, la violente reprise économique de 2021 a engendré de nombreuses tensions sur tous les pans de l'économie (logistique, matières premières, transport ...). Ainsi, l'inflation est remontée à des niveaux pas constatés depuis un certain nombre d'années. Ce qui a profité à certaines sociétés et en a pénalisé d'autres.

Dans ce contexte, les marchés actions se sont bien comportés grâce à des taux de financement bas et une croissance économique importante. Certains secteurs ont particulièrement bien performé (banques, industrie, technologie ...) et d'autres ont plus souffert (Utilities, Télécoms...).

Sur l'année 2021, les plus forts contributeurs à la performance du fonds ont été : Schneider (+ 279 bps), Saint Gobain (+ 246 bps) et Cap Gemini (+ 190 bps). Les moins bons contributeurs ont été Alstom (- 74 bps), Philips (+ 66 bps) et Vestas (- 61 bps)

Le fonds est très présent sur le secteur de l'industrie qui a bien profité de la reprise économique mondiale. En particulier Schneider, notre première ligne du fonds qui encourage le développement des talents, la diversité et le bien être des employés à travers différents programmes bien identifiés.

Il est également bien positionné sur les valeurs de la consommation comme L'Oréal qui a parfaitement traversé la période Covid grâce à son offre multi canal et à ses marques innovantes. La société a été un pionnier dans le respect de la diversité au sein de ses salariés et de son conseil d'administration.

Le secteur des utilities et plus particulièrement du solaire a été chahuté en 2021 après une très bonne performance en 2020 et des difficultés en 2021 liées à la hausse du prix des matières premières.

La performance du fonds S. Active Diversifié ISR sur 2021 est de 10.61%.

Partie obligataire :

En tout début d'exercice 2021, l'espoir de reprise économique, les craintes d'une inflation plus forte et la perspective de nouveaux plans de soutien économique aux Etats-Unis ont provoqué une remontée des taux à 10 ans de part et d'autre de l'Atlantique jusqu'à mi-janvier, où les inquiétudes sanitaires et les interrogations quant à l'adoption du plan démocrate ont à nouveau fait rebaisser les taux, le Bund finissant en légère hausse à -0.52%. L'Italie se cherchait toujours une nouvelle coalition sans entraîner cependant de tension significative sur les spreads périphériques. Les spreads de crédit ont subi un léger écartement dans un mouvement de pentification de la courbe. Mais dès Février, des banquiers centraux peu inquiets sur les hausses d'inflation et de rendements longs, la croissance allemande révisée à 0,3% au T4 2020, une relance budgétaire accrue aux États-Unis, la suppression progressive des mesures de restriction anticipée dans la plupart des pays à partir du 2ème trimestre 2021 avec en parallèle de bonnes nouvelles sur le plan sanitaire ont entraîné une amplification des craintes de reflation, provoquant une forte hausse des rendements obligataires, stoppée à la fois par les réactions des banques centrales et la résurgence des craintes sanitaires face à une vaccination en retard. Le 10 ans allemand s'est néanmoins tendu de 23pbs pour finir le trimestre à -0.29% dans un fort mouvement de pentification de la courbe. Les spreads de crédit ont continué de baisser contrairement aux spreads périphériques à l'exclusion de l'Italie qui a vu sa prime de risque fortement baisser. Au début du 2nd trimestre 2021, en dépit de la reprise économique et de la diminution des

risques, la FED a de nouveau écarté tout resserrement monétaire avant des progrès « généralisés et inclusifs » sur l'emploi et toute annonce de réduction des achats d'actifs à court terme. Des banques centrales accommodantes, des ambitions budgétaires fortes (aux US et en ZE) et des données macroéconomiques bien orientées ont ravivé la thématique reflation et l'obligataire a de nouveau souffert avec un Bund cassant pour la première fois depuis Mars 2020 le seuil de -0,20%, avec en plus une dégradation des spreads périphériques. Les courbes se sont repentifiées et malgré une tendance générale au resserrement des spreads, seul le segment HY € a affiché une performance positive. La tendance est revenue par la suite dans une bande de fluctuations étroites avec deux constantes, l'appétit pour le risque et la confiance dans le message des banquiers centraux sur le caractère « transitoire » de l'inflation et un tapering pas immédiat. Les indicateurs économiques ont illustré la nette amélioration de la dynamique de croissance, le secteur des services commençant finalement à rattraper le secteur industriel. Le rendement du 10 ans allemand a progressé légèrement alors que l'ensemble des spreads pays vs Bund, de crédit et autres segments de courbe ne bougeaient pas. Au cours du mois de Juin, FED et BCE se sont accrochés à leur discours relatif à une politique monétaire durablement très accommodante, au moins tant que les stigmates de la crise n'auront pas été effacés, notamment sur le marché du travail en ce qui concerne la Fed. Elles ont également insisté sur le caractère « temporaire » de l'accélération des prix et sur l'ancrage des anticipations d'inflation restant à des niveaux cohérents avec leurs objectifs. En fin de trimestre, la réaction des marchés aux dernières statistiques d'inflation a montré que les investisseurs commençaient à se rendre aux arguments des banquiers centraux sur l'inflation, d'autant plus que statistiques économiques chinoises décevantes, résurgence des craintes sanitaires et aversion au risque faisaient leur retour. Le 10 ans allemand clôturait ainsi le 1er semestre à -0.20% avec des spreads des pays périphériques et de crédit relativement stables.

Au début du 3ème trimestre 2021, la situation sanitaire s'est à nouveau détériorée sous l'effet des variants, conduisant les Etats à remettre en place des restrictions et alimentant les craintes quant à une rechute de la dynamique économique. Alors que les inquiétudes portaient précédemment davantage sur le risque d'une sortie prématurée des banques centrales, ces dernières ont été contraintes à réitérer leur message de prudence, sans pour autant trop en faire au risque d'accentuer les craintes. Le mouvement haussier des taux souverains s'est ainsi interrompu laissant place à une forte baisse des taux et un aplatissement des courbes tandis que les spreads des pays périphériques restaient globalement stables. La suite de l'été a été marquée par la rapide dégradation de la situation politique en Afghanistan et les craintes sur l'impact d'une nouvelle vague d'infections sur la reprise économique. Toutefois, les indicateurs PMI pour la zone euro ont conforté le momentum de la reprise économique et l'inflation n'a montré que peu de signe d'accélération durable. Cependant, les propos tenus par plusieurs membres BCE de tendances différentes, en faveur d'une réduction prochaine du soutien monétaire, ont provoqué une nette hausse du 10 ans allemand en milieu de trimestre, les spreads tant périphériques que de crédit restant en revanche stables. Mais la fin de trimestre a vu les taux 10 ans US et européens se tendre nettement suite au probable tapering prochain de la FED, à l'impasse des discussions relatives au plafond de la dette fédérale américaine au Congrès, à l'emballement du coût des entreprises et d'une forte accélération de l'inflation s'annonçant plus durable qu'anticipé et induisant un discours plus agressif des Banques Centrales. Les spreads périphériques se sont légèrement réduits avec une pentification de la courbe 2-10 ans et une stabilité des spreads de crédit à l'exception des subordonnés. Au début du dernier trimestre de l'exercice 2021, le mouvement de hausse des taux initié depuis la fin de l'été s'est poursuivi, alimenté par la communication de la BCE lors de sa réunion de Septembre 2021. Le marché doutait ainsi de la capacité de rechute de l'inflation en 2022 et intégrait de manière croissance un scénario de hausse des taux directeurs fin 2022. Lors de sa réunion d'Octobre, l'absence de commentaire par la BCE sur la suite à donner aux achats d'actifs après Mars 2022 a provoqué un regain d'inquiétude sur la dette périphérique, la hausse des taux cœur et semi-cœur atteignant 10pbs environ avec un fort aplatissement des courbes de taux tandis que le spread italien s'écartait de plus de 20pbs. Le crédit Investment Grade a continué d'afficher une forte résistance avec des spreads globalement inchangés dans des volumes d'émissions primaire en baisse. Néanmoins, dès début Novembre, ce mouvement initial de hausse des taux s'est brutalement interrompu avec un dégonflement des anticipations de

resserrement monétaire suite aux communications des Banques Centrales et notamment la Banque d'Angleterre. Ce mouvement s'est temporairement inversé suite à une hausse des anticipations d'inflations avant que fin novembre la découverte d'un nouveau variant sud-africain prennent le pas sur les autres préoccupations des investisseurs (inflation, politiques monétaires moins accommodantes, accélération du tapering FED au regard des fondamentaux US, date anticipée de remontée des taux...) et entraînant les taux à nouveau vers le bas de part et d'autre de l'Atlantique. Les craintes et les tensions se sont simultanément propagées au Crédit et aux Pays périphériques dans une moindre mesure, les spreads de l'Investment Grade s'écartant de 20pbs environ dans un mouvement d'aplatissement de 10pbs sur le segment 2-10 ans au cours du mois de Novembre. Enfin en décembre, face à une remontée marquée de l'inflation, la BCE a posé les premiers jalons de sa sortie d'une politique monétaire accommodante avec comme première étape une réduction à venir des achats d'actifs. Le pari effectué par la plupart des gouvernements a alimenté l'appétit pour le risque de cette fin de trimestre : au-delà des craintes sanitaires de court terme, et du fait d'incertitudes élevées sur la durée du pic d'inflation, la progression des taux longs s'est inscrite dans le cadre du rebond des anticipations d'inflation, cohérentes avec la hausse des matières premières et de meilleures perspectives de croissance (moindre dangerosité d'Omicron et volonté des autorités chinoises de soutenir la croissance). Le 10 ans allemand clôture ainsi l'année à -0.19% dans un mouvement de pentification et de nette performance du Crédit contrairement à la quasi-stabilité des spreads périphériques.

En termes de gestion, nous avons tout au long du 1er trimestre accentué l'exposition en sensibilité en renforçant l'allocation sur les pays périphériques. Nous avons également significativement renforcé l'exposition sur le crédit, notamment les émetteurs financiers qui affichent une très bonne qualité de crédit et des primes de risques plus élevées que les émetteurs non financiers. Nous avons été actifs sur le marché des nouvelles émissions primaires en souscrivant notamment à la Snam 08/2025, CaixaBank 02/2029 (Green Bond), Union Européenne 04/2026 (Social Bond), Stellantis 03/2027, Safran 03/2026, Bank of Ireland 03/2027, Santander 03/2027.

Au 2ème trimestre, nous avons à nouveau accentué l'exposition en sensibilité en renforçant l'allocation sur le crédit, avec toujours une préférence pour les émetteurs financiers. Nous avons acheté les émissions primaires Région Ile de France 04/2028 (Sustainable Bond), Coca Cola European Partners 09/2025, BPI France 05/2028, Toyota Motors 11/2027, Unibail 10/28, Volvo 05/2026, Volkswagen 07/2026, Nestlé 06/2026, ING Groep 06/2032, UBS 03/2026, Vonovia 06/2027, OP Corp 06/2028, Stellantis 01/2029, Terna 06/2029 (Green), Santander 06/2029, Orange 06/2026, Unicredit 07/2029, NatWest 06/2026.

En milieu de trimestre, nous avons cédé les émetteurs les plus carbonés du portefeuille (ENEL, BP, BASF) au profit d'émetteurs bancaires dont les performances carbonées sont parmi les meilleures et corporate.

Au 3ème trimestre, nous avons poursuivi la resensibilisation du portefeuille sur l'allocation sur le crédit, avec toujours une préférence pour les émetteurs financiers. Nous sommes restés actifs sur le marché primaire en achetant les nouvelles émissions Société Générale 07/2027, Alstom 07/2027, Volkswagen Financial Services 02/2025, Essity Capital 09/2029, Credit Agricole 09/2029, ABN Amro 09/2029 (Green Bond) et Pernod Ricard 10/2029.

Enfin, au 4ème trimestre, nous avons à nouveau accentué l'exposition en sensibilité en renforçant l'allocation sur le crédit avec notamment des achats sur les nouvelles émissions Nordea Bank 11/2028, SEB 11/2031, Danone 11/2030, Volvo 05/24, Allianz 11/2026, ING 11/2025, BNP 05/2028 et SG 12/2027. Nous cédon également certaines positions dans le but de l'amélioration de la performance ESG du fonds tels que Essilor Luxottica dont l'évaluation de la Gouvernance est en retrait par rapport aux pairs.

L'équipe de gestion s'attache à prendre en compte dans ses décisions d'investissement les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques considérées comme durables au regard du règlement « Taxonomie » (UE) 2020/852. Le recensement des émetteurs au sein du Fonds dont les activités sont éligibles à la Taxonomie est un sujet principal pour Crédit Mutuel Asset Management. Des travaux sont en cours afin de permettre, à terme, de déterminer un pourcentage minimum d'alignement avec la taxonomie.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnementale.

Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durable sur le plan environnemental.

La gestion de cet OPC repose sur des objectifs mesurables de prise en compte des critères extra-financiers. L'engagement de la gestion est significatif et porte sur l'une des approches suivantes : approche en « amélioration de note » par rapport à l'univers investissable, approche en « sélectivité » par rapport à l'univers investissable, approche en « amélioration d'un indicateur extra-financier » par rapport à l'univers investissable, ou toute autre approche significative (y compris la combinaison d'approches susmentionnées) documentée.

- **Transparence Des Opérations De Financement Sur Titres (SFTR)**

Au cours de l'exercice, le fonds n'a pas effectué d'opérations de financement sur titres soumis à la réglementation SFTR, à savoir opération de pension, prêt/emprunt de titres de matières premières, opération d'achat-revente ou de vente-achat, opération de prêt avec appel de marge et contrat d'échange sur revenu global (TRS).

RAPPORT COMPTABLE

● **INFORMATIONS JURIDIQUES**

Les performances passées ne préjugent pas des résultats futurs.

● **Commission de mouvement et frais d'intermédiation**

Le compte-rendu relatif aux frais d'intermédiation prévu au Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers est consultable sur le site internet: www.creditmutuel-am.eu et/ou auprès de CREDIT MUTUEL ASSET MANAGEMENT, 4 rue Gaillon, 75002 Paris.

● **Politique du gestionnaire en matière de droit de vote**

Conformément au Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, les informations concernant la politique de vote et le compte-rendu de celle-ci sont disponibles sur le site Internet de la société de gestion et/ou à son siège social. La politique de vote s'inscrit dans le prolongement de la politique d'investissement, dont l'objectif est la recherche d'une performance régulière sur le long terme dans le respect des orientations de gestion des fonds. Elle intègre les particularités de chaque pays en termes de droit des sociétés et de gouvernement d'entreprise. Les principes de la politique de vote de CREDIT MUTUEL ASSET MANAGEMENT sont les suivants :

- respect des droits des actionnaires minoritaires et équité entre les actionnaires,
- transparence et qualité des informations fournies aux actionnaires,
- équilibre des pouvoirs entre les organes de direction,
- pérennité et intégration de la stratégie long terme des entreprises,
- soutien des meilleures pratiques de gouvernement d'entreprise. Dans les fonds d'actionnariat salarié, les droits de vote attachés aux titres de l'entreprise sont exercés par le Conseil de surveillance.

● **Procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires et contreparties**

Les intermédiaires sélectionnés figurent sur une liste établie et revue au moins une fois par an par la société de gestion. La méthode retenue est un scoring global annuel de chaque intermédiaire permettant de lui attribuer une note qui conditionne son maintien ou non dans la liste des intermédiaires autorisés. La note obtenue est basée sur les éléments spécifiques et considérés comme déterminants. Il s'agit par ordre d'importance décroissante : de l'engagement de la part de l'intermédiaire sur les quantités à négocier et à livrer, de la qualité de l'exécution, de la réactivité lors de la réception/passation d'ordres, du nombre d'incidents de règlement/livraison, de la pertinence des informations communiquées. Le respect des tarifs négociés conditionne le maintien de l'intermédiaire dans la liste.

● **Information relative aux modalités de calcul du risque global**

Le risque global sur contrats financiers est calculé selon la méthode du calcul de l'engagement.

● **Effet de levier**

Les effets de levier AIFM calculés selon la méthode brute (article 7 du Règlement délégué (UE) 231/2013) s'élèvent à 97,52% et selon la méthode de l'engagement (article 8 du Règlement délégué (UE) 231/2013) s'élèvent à 97,4%.

● **Information relative au traitement des actifs non liquides**

Aucun des actifs de votre fonds n'a fait l'objet d'un traitement spécial en raison de sa nature non liquide..

● Politique de rémunération

Crédit Mutuel Asset Management inscrit sa politique de rémunération dans le cadre des principes de Crédit Mutuel Alliance Fédérale (cf. site de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel – Espace Investisseurs – Information financière/ réglementée) tout en respectant les exigences réglementaires. Crédit Mutuel Alliance Fédérale a mis en place un comité des rémunérations unique, dont le périmètre s'étend à l'ensemble de ses filiales.

Pour rappel, la politique de rémunération applicable aux gestionnaires de fonds d'investissement est dictée par les directives 2014/91/UE du 23 juillet 2014 (OPCVM V) et 2011/61/UE du 8 juin 2011 dite directive AIFM ainsi que leurs textes de transposition.

A. Processus Opérationnel

Le comité des rémunérations de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel procède à un examen annuel des principes de la politique de rémunération et exprime son avis sur les propositions de la direction générale élaborées après consultation de la direction des risques et de la conformité.

Concernant Crédit Mutuel Asset Management, les rémunérations sont basées sur deux critères majeurs : la performance du ou des fonds gérés par le collaborateur ainsi que la contribution individuelle aux activités de l'entreprise. Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site internet de Crédit Mutuel Asset Management.

B. Personnel identifié

Crédit Mutuel Asset Management a identifié les preneurs de risques selon deux critères :

- Rôle et responsabilité des acteurs afin de déterminer les preneurs de risque au niveau de la Société de Gestion et des OPCVM/FIA gérés,
- Rémunérations afin de déterminer le personnel qui, au vu de sa rémunération, devrait être considéré comme preneur de risque.

Sont considérés comme personnel identifié :

- le Directeur Général, le Directeur Général Adjoint, Directeur des Gestions, les responsables en charge respectivement : des pôles de Gestion, de la finance responsable et durable, de la Direction Juridique et Financière, de la Direction des Relations Distributeurs, de la Direction des Risques, de la Direction des Services Supports, de la Direction des Ressources Humaines et le Responsable du Contrôle Interne et de la Conformité (RCCI)
- les collaborateurs affectés aux activités de gestion collective de Crédit Mutuel Asset Management : les gérants.

C. Rémunérations

Parmi le personnel identifié de Crédit Mutuel Asset Management, certains collaborateurs perçoivent outre leur rémunération fixe, des primes à caractère discrétionnaire. Il s'agit principalement des gérants et de la direction générale. Dans le but de limiter les prises de risque, les modalités de rémunération discrétionnaires doivent permettre de prendre en compte la performance et le risque. En tout état de cause, la gestion du risque, le respect de l'éthique et de l'intérêt du client doivent l'emporter sur les performances financières.

Crédit Mutuel Asset Management peut décider de ne pas accorder ces primes à caractère discrétionnaire si les circonstances le justifient. En particulier, ces primes individuelles pourront être diminuées voire réduites à zéro dans certaines circonstances, notamment en cas d'atteinte aux intérêts des clients ou de manquement caractérisé à l'éthique. Le versement de prime garantie est exceptionnel, et ne s'applique que dans le cadre de l'embauche d'un nouveau membre du personnel et est limitée à la première année.

En 2020, le total des rémunérations brutes globales versées aux 246 collaborateurs présents sur l'exercice s'est élevé à 16 743 166 € dont 1 273 000 € de primes. Les éléments de rémunération versés aux collaborateurs ayant une incidence sur le profil de risques de la société de gestion s'élèvent 7 104 367 €.

Les primes à caractère discrétionnaire sont payées en mars de l'année (n+1) lorsqu'une vision de l'exercice (n) est disponible. Ces primes sont limitées à un montant annuel unitaire de 100.000€ et ne font pas l'objet d'un étalement. Dans le cadre d'une révision de la politique de rémunération permettant un versement de primes discrétionnaires supérieures à 100.000€, Crédit Mutuel Asset Management en informerait préalablement l'AMF et mettrait sa politique de rémunération en conformité avec les directives dites OPCVM V et AIFM en prévoyant notamment les conditions d'étalement sur une période minimum de trois ans.

- **Evènements intervenus au cours de la période**

30/06/2021 Mise à jour de la trame : Mise à jour réglementaire (SFDR)

BILAN ACTIF

	31/12/2021	31/12/2020
Immobilisations nettes	0,00	0,00
Dépôts et instruments financiers	39 509 851,47	30 799 850,55
Actions et valeurs assimilées	17 994 851,53	14 555 752,80
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	17 994 851,53	14 555 752,80
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	16 384 617,54	9 098 365,31
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	15 887 352,57	9 098 365,31
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	497 264,97	0,00
Titres de créances	3 719 921,61	4 422 106,38
Négoiciés sur un marché réglementé ou assimilé	3 719 921,61	4 422 106,38
Titres de créances négociables	3 719 921,61	4 422 106,38
Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Parts d'organismes de placement collectif	1 410 460,79	2 723 626,06
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	1 410 460,79	2 723 626,06
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne	0,00	0,00
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés	0,00	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés	0,00	0,00
Autres organismes non européens	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	0,00
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Contrats financiers	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
Autres instruments financiers	0,00	0,00
Créances	0,00	1 400,00
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	0,00	1 400,00
Comptes financiers	1 059 025,42	738 218,71
Liquidités	1 059 025,42	738 218,71
Total de l'actif	40 568 876,89	31 539 469,26

BILAN PASSIF

	31/12/2021	31/12/2020
Capitaux propres		
Capital	40 229 659,34	32 377 129,87
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
Report à nouveau (a)	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	-256 419,28	-1 422 644,16
Résultat de l'exercice (a, b)	587 137,11	459 642,57
Total des capitaux propres	40 560 377,17	31 414 128,28
<i>(= Montant représentatif de l'actif net)</i>		
Instruments financiers	0,00	0,00
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Contrats financiers	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
Dettes	8 499,72	6 023,07
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	8 499,72	6 023,07
Comptes financiers	0,00	119 317,91
Concours bancaires courants	0,00	119 317,91
Emprunts	0,00	0,00
Total du passif	40 568 876,89	31 539 469,26

(a) Y compris comptes de régularisations

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN

	31/12/2021	31/12/2020
Opérations de couverture		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Total Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagements de gré à gré		
Total Engagements de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements		
Total Autres engagements	0,00	0,00
Total Opérations de couverture	0,00	0,00
Autres opérations		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Total Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagements de gré à gré		
Total Engagements de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements		
Total Autres engagements	0,00	0,00
Total Autres opérations	0,00	0,00

COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2021	31/12/2020
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	0,00	3,72
Produits sur actions et valeurs assimilées	351 037,97	245 376,90
Produits sur obligations et valeurs assimilées	273 366,89	257 279,17
Produits sur titres de créances	0,00	-1 594,79
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Produits sur contrats financiers	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
TOTAL (I)	624 404,86	501 065,00
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Charges sur contrats financiers	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	5 910,91	6 343,62
Autres charges financières	0,00	0,00
TOTAL (II)	5 910,91	6 343,62
Résultat sur opérations financières (I - II)	618 493,95	494 721,38
Autres produits (III)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	86 709,34	65 451,40
Résultat net de l'exercice (L. 214-17-1) (I - II + III - IV)	531 784,61	429 269,98
Régularisation des revenus de l'exercice (V)	55 352,50	30 372,59
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	0,00	0,00
Résultat (I - II + III - IV +/- V - VI)	587 137,11	459 642,57

- **REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le Règlement ANC 2014-01 modifié.

Covid-19 et incidence sur les comptes annuels :

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

Les éléments comptables sont présentés en euro, devise de la comptabilité de l'OPC.

- **Comptabilisation des revenus**

Les comptes financiers sont enregistrés pour leur montant, majoré, le cas échéant, des intérêts courus qui s'y rattachent.

L'OPC comptabilise ses revenus selon la méthode du coupon encaissé.

- **Comptabilisation des entrées et sorties en portefeuille**

La comptabilisation des entrées et sorties de titres dans le portefeuille de l'OPC est effectuée frais exclus.

- **Affectation des sommes distribuables**

Part C :

Pour les revenus : capitalisation totale

Pour les plus ou moins-values : capitalisation totale

- **Frais de gestion et de fonctionnement**

Les frais de gestion sont prévus par la notice d'information ou le prospectus complet de l'OPC.

- **Frais de gestion fixes (taux maximum)**

		Frais de gestion fixes	Assiette
C	FR0007084645	0,25 % TTC maximum Les coûts exceptionnels liés au recouvrement des créances pour le compte du FIA ou à une procédure pour faire valoir un droit peuvent s'ajouter aux frais récurrents facturés à ce dernier et affichés ci-dessus.	Actif net

- **Frais de gestion indirects (sur OPC)**

		Frais de gestion indirects
C	FR0007084645	Néant

- **Commission de surperformance**

Part FR0007084645 C

Néant

- **Rétrocessions**

La politique de comptabilisation de rétrocessions de frais de gestion sur OPC cibles détenus est décidée par la société de gestion.

Ces rétrocessions sont comptabilisées en déduction des commissions de gestion. Les frais effectivement supportés par le fonds figurent dans le tableau « FRAIS DE GESTION SUPPORTÉS PAR L'OPC ». Les frais de gestion sont calculés sur l'actif net moyen à chaque valeur liquidative et couvrent les frais de la gestion financière, administrative, la valorisation, le coût du dépositaire, les honoraires des commissaires aux comptes... Ils ne comprennent pas les frais de transaction.

- **Frais de transaction**

Les courtages, commissions et frais afférents aux ventes de titres compris dans le portefeuille collectif ainsi qu'aux acquisitions de titres effectuées au moyen de sommes provenant, soit de la vente ou du remboursement de titres, soit des revenus des avoirs compris dans l'OPC, sont prélevés sur lesdits avoirs et viennent en déduction des liquidités.

Commissions de mouvement	Clé de répartition (en %)		
	SDG	Dépositaire	Autres prestataires
Néant			

- **Méthode de valorisation**

Lors de chaque valorisation, les actifs de l'OPCVM, du FIA sont évalués selon les principes suivants :

- **Actions et titres assimilés cotés (valeurs françaises et étrangères) :**

L'évaluation se fait au cours de Bourse.

Le cours de Bourse retenu est fonction de la Place de cotation du titre :

Places de cotation européennes : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation asiatiques : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation australiennes : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation nord-américaines : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation sud-américaines : Dernier cours de bourse du jour.

En cas de non-cotation d'une valeur, le dernier cours de bourse de la veille est utilisé.

- **Obligations et titres de créance assimilés (valeurs françaises et étrangères) et EMTN :**

L'évaluation se fait au cours de Bourse.

Le cours de Bourse retenu est fonction de la Place de cotation du titre :

Places de cotation européennes : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation asiatiques : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation australiennes : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation nord-américaines : Dernier cours de bourse du jour.

Places de cotation sud-américaines : Dernier cours de bourse du jour.

En cas de non-cotation d'une valeur, le dernier cours de Bourse de la veille est utilisé.

Dans le cas d'une cotation non réaliste, le gérant doit faire une estimation plus en phase avec les paramètres réels de marché. Selon les sources disponibles, l'évaluation pourra être effectuée par différentes méthodes comme :

- la cotation d'un contributeur,

- une moyenne de cotations de plusieurs contributeurs,

- un cours calculé par une méthode actuarielle à partir d'un spread (de crédit ou autre) et d'une courbe de taux,

- etc.

- **Titres d'OPCVM, de FIA ou de fond d'investissement en portefeuille :**

Evaluation sur la base de la dernière valeur liquidative connue.

- **Parts d'organismes de Titrisation :**

Evaluation au dernier cours de bourse du jour pour les organismes de titrisation cotés sur les marchés européens.

- **Acquisitions temporaires de titres :**

- Pensions livrées à l'achat : Valorisation contractuelle. Pas de pension d'une durée supérieure à 3 mois

- Rémérés à l'achat : Valorisation contractuelle, car le rachat des titres par le vendeur est envisagé avec suffisamment de certitude.

- Emprunts de titres : Valorisation des titres empruntés et de la dette de restitution correspondante à la valeur de marché des titres concernés.

- **Cessions temporaires de titres :**

- Titres donnés en pension livrée : Les titres donnés en pension livrée sont valorisés au prix du marché, les dettes représentatives des titres donnés en pension sont maintenues à la valeur fixée dans le contrat.

- Prêts de titres : Valorisation des titres prêtés au cours de bourse de la valeur sous-jacente. Les titres sont récupérés par l'OPCVM, FIA à l'issue du contrat de prêt.

- **Valeurs mobilières non cotées :**

Evaluation utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et sur le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

- **Titres de créances négociables :**

- Les TCN qui, lors de l'acquisition, ont une durée de vie résiduelle de moins de trois mois, sont valorisés de manière linéaire.

- Les TCN acquis avec une durée de vie résiduelle de plus de trois mois sont valorisés :

- à leur valeur de marché jusqu'à 3 mois et un jour avant l'échéance.

- la différence entre la valeur de marché relevée 3 mois et 1 jour avant l'échéance et la valeur de remboursement est linéarisée sur les 3 derniers mois.

- exceptions : les BTF et BTAN sont valorisés au prix de marché jusqu'à l'échéance.

Valeur de marché retenue :

- BTF/BTAN :

Taux de rendement actuariel ou cours du jour publié par la Banque de France.

- Autres TCN :

Pour les TCN faisant l'objet de cotations régulières : le taux de rendement ou le cours utilisés sont ceux constatés chaque jour sur le marché.

Pour les titres sans cotation régulière : application d'une méthode proportionnelle avec utilisation du taux de rendement de la courbe de taux de référence corrigé d'une marge représentative des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur.

- **Contrats à terme fermes :**

Les cours de marché retenus pour la valorisation des contrats à terme fermes sont en adéquation avec ceux des titres sous-jacents. Ils varient en fonction de la Place de cotation des contrats :

- Contrats à terme fermes cotés sur des Places européennes : Dernier cours du jour ou cours de compensation du jour.

- Contrats à terme fermes cotés sur des Places nord-américaines : Dernier cours du jour ou cours de compensation du jour.

- **Options :**

Les cours de marché retenus suivent le même principe que ceux régissant les contrats ou titres supports :

- Options cotées sur des Places européennes : Dernier cours du jour ou cours de compensation du jour.

- Options cotées sur des Places nord-américaines : Dernier cours du jour ou cours de compensation du jour.

- **Opérations d'échanges (swaps) :**

- Les swaps d'une durée de vie inférieure à 3 mois sont valorisés de manière linéaire.
- Les swaps d'une durée de vie supérieure à 3 mois sont valorisés au prix du marché.
- L'évaluation des swaps d'indice est réalisée au prix donné par la contrepartie, la société de gestion réalise de manière indépendante un contrôle de cette évaluation.
- Lorsque le contrat de swap est adossé à des titres clairement identifiés (qualité et durée), ces deux éléments sont évalués globalement.

- **Contrats de change à terme**

Il s'agit d'opérations de couverture de valeurs mobilières en portefeuille libellées dans une devise autre que celle de la comptabilité de l'OPCVM, du FIA par un emprunt de devise dans la même monnaie pour le même montant. Les opérations à terme de devise sont valorisées d'après la courbe des taux prêteurs/emprunteurs de la devise.

- **Méthode d'évaluation des engagements hors bilan**

- Les engagements sur contrats à terme fermes sont déterminés à la valeur de marché. Elle est égale au cours de valorisation multiplié par le nombre de contrats et par le nominal. Les engagements sur contrats d'échange de gré à gré sont présentés à leur valeur nominale ou en l'absence de valeur nominale, pour un montant équivalent.
- Les engagements sur opérations conditionnelles sont déterminés sur la base de l'équivalent sous-jacent de l'option. Cette traduction consiste à multiplier le nombre d'options par un delta. Le delta résulte d'un modèle mathématique (de type Black-Scholes) dont les paramètres sont : le cours du sous-jacent, la durée à l'échéance, le taux d'intérêt court terme, le prix d'exercice de l'option et la volatilité du sous-jacent. La présentation dans le hors-bilan correspond au sens économique de l'opération, et non au sens du contrat.
- Les swaps de dividende contre évolution de la performance sont indiqués à leur valeur nominale en hors-bilan.
- Les swaps adossés ou non adossés sont enregistrés au nominal en hors-bilan.

- **Description des garanties reçues ou données**

- **Garantie reçue :**

Néant

- **Garantie donnée :**

Dans le cadre de la réalisation des transactions sur instruments financiers dérivés de gré à gré et des opérations d'acquisition / cession temporaire des titres, le fonds peut recevoir les actifs financiers considérés comme des garanties et ayant pour but de réduire son exposition au risque de contrepartie.

Les garanties financières reçues seront essentiellement constituées en espèces ou en titres financiers pour les transactions sur instruments financiers dérivés de gré à gré, et en espèces et en obligations d'Etat éligibles pour les opérations d'acquisition/cession temporaire de titres.

Ces garanties sont données sous forme d'espèces ou d'obligations émises ou garanties par les Etats membres de l'OCDE ou par leurs collectivités publiques territoriales ou par des institutions et organismes supranationaux à caractère communautaire, régional ou mondial.

Toute garantie financière reçue respectera les principes suivants :

- Liquidité : Toute garantie financière en titres doit être très liquide et pouvoir se négocier rapidement sur un marché réglementé à prix transparent.
- Cessibilité : Les garanties financières sont cessibles à tout moment.
- Evaluation : Les garanties financières reçues font l'objet d'une évaluation quotidienne, au prix du marché ou selon un modèle de pricing. Une politique de décote prudente sera appliquée sur les titres pouvant afficher une volatilité non négligeable ou en fonction de la qualité de crédit.
- Qualité de crédit des émetteurs : Les garanties financières sont de haute qualité de crédit selon l'analyse de la société de gestion.
- Placement de garanties reçues en espèces : Elles sont, soit placées en dépôts auprès d'entités éligibles, soit investies en obligations d'Etat de haute qualité de crédit (notation respectant les critères des OPCVM/FIA de type monétaire), soit investies en OPCVM/FIA de type monétaire, soit utilisées aux fins de transactions de prise en pension conclues avec un établissement de crédit.
- Corrélation : les garanties sont émises par une entité indépendante de la contrepartie.
- Diversification : L'exposition à un émetteur donné ne dépasse pas 20% de l'actif net.
- Conservation : Les garanties financières reçues sont placées auprès du Dépositaire ou par un de ses agents ou tiers sous son contrôle ou de tout dépositaire tiers faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et qui n'a aucun lien avec le fournisseur des garanties financières.
- Interdiction de réutilisation : Les garanties financières autres qu'en espèces ne peuvent être ni vendues, ni réinvesties, ni remises en garantie.

EVOLUTION DE L'ACTIF NET

	31/12/2021	31/12/2020
Actif net en début d'exercice	31 414 128,28	28 944 778,17
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	42 644 086,52	5 270 520,92
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-37 127 838,18	-3 613 314,36
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	448 145,34	609 582,21
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-650 368,31	-1 945 214,94
Plus-values réalisées sur contrats financiers	0,00	14 780,00
Moins-values réalisées sur contrats financiers	0,00	-4 800,00
Frais de transaction	-4 339,92	-21 098,56
Différences de change	-359,71	-5 813,71
Variation de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	3 305 138,54	1 730 318,57
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	6 238 518,23	2 933 379,69
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	2 933 379,69	1 203 061,12
Variation de la différence d'estimation des contrats financiers	0,00	5 120,00
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	0,00	0,00
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	0,00	-5 120,00
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	531 784,61	429 269,98
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
Actif net en fin d'exercice	40 560 377,17	31 414 128,28

**INSTRUMENTS FINANCIERS - VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ECONOMIQUE
D'INSTRUMENT**

	Montant	%
ACTIF		
Obligations et valeurs assimilées		
Obligations à taux fixe négo. sur un marché régl. ou assimilé	14 608 461,98	36,02
Obligations à taux variable, révisable négo. sur un marché régl. ou assimilé	260 949,85	0,64
Obligations indexées négo. sur un marché régl. ou assimilé	817 698,96	2,02
Titres subordonnés (TSR - TSDI)	200 241,78	0,49
Oblig & valeurs ass. non négo. sur un marché régl. ou assimilé	497 264,97	1,23
TOTAL Obligations et valeurs assimilées	16 384 617,54	40,40
Titres de créances		
Bons du Trésor	3 719 921,61	9,17
TOTAL Titres de créances	3 719 921,61	9,17
Operations contractuelles a l'achat		
TOTAL Operations contractuelles a l'achat	0,00	0,00
PASSIF		
Cessions		
TOTAL Cessions	0,00	0,00
Operations contractuelles a la vente		
TOTAL Operations contractuelles a la vente	0,00	0,00
HORS BILAN		
Opérations de couverture		
TOTAL Opérations de couverture	0,00	0,00
Autres opérations		
TOTAL Autres opérations	0,00	0,00

VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
Actif								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	16 384 617,54	40,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	3 719 921,61	9,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	1 059 025,42	2,61	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VENTILATION PAR MATURITE RESIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	0-3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
Actif										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	401 209,19	0,99	0,00	0,00	3 354 594,52	8,27	5 094 877,82	12,56	7 533 936,01	18,57
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	2 020 129,16	4,98	1 699 792,45	4,19	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	1 059 025,42	2,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

**VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'EVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF
ET DE HORS-BILAN**

	Devise 1	%	Devise 2	%	Devise 3	%	Autre(s) Devise(s)	%
	DKK	DKK	GBP	GBP	CHF	CHF		
Actif								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	133 243,70	0,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres d'OPC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Contrats financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	433,44	0,00	38 688,31	0,10	3 565,81	0,01	5,37	0,00
Passif								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Contrats financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

VALEURS ACTUELLES DES INSTRUMENTS FINANCIERS FAISANT L'OBJET D'UNE ACQUISITION TEMPORAIRE

	31/12/2021
Titres acquis à réméré	0,00
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

VALEURS ACTUELLES DES INSTRUMENTS FINANCIERS CONSTITUTIFS DE DEPOTS DE GARANTIE

	31/12/2021
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00

INSTRUMENTS FINANCIERS EMIS PAR LA SOCIETE DE GESTION OU LES ENTITES DE SON GROUPE

	ISIN	LIBELLE	31/12/2021
Actions			0,00
Obligations			603 388,96
	FR0013432770	BFCM 0,125%050224	503 000,21
	XS1548802914	BFCM 0,375%22EMTN	100 388,75
TCN			0,00
OPC			1 410 460,79
	FR0013412822	CM-AM MON.ISR RC3D	1 410 460,79
Contrats financiers			0,00
Total des titres du groupe			2 013 849,75

TABLEAUX D’AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice						
	Date	Part	Montant total	Montant unitaire	Crédits d'impôt totaux	Crédits d'impôt unitaire
Total acomptes			0	0	0	0

Acomptes sur plus et moins-values nettes versés au titre de l'exercice				
	Date	Part	Montant total	Montant unitaire
Total acomptes			0	0

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat	31/12/2021	31/12/2020
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	587 137,11	459 642,57
Total	587 137,11	459 642,57

	31/12/2021	31/12/2020
C1 PART CAPI C		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	587 137,11	459 642,57
Total	587 137,11	459 642,57
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	0	0
Distribution unitaire	0,00	0,00
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt	0,00	0,00
Provenant de l'exercice	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-1	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-2	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-3	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-4	0,00	0,00

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes	Affectation des plus et moins-values nettes	
	31/12/2021	31/12/2020
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-256 419,28	-1 422 644,16
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
Total	-256 419,28	-1 422 644,16

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes	Affectation des plus et moins-values nettes	
	31/12/2021	31/12/2020
C1 PART CAPI C		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	-256 419,28	-1 422 644,16
Total	-256 419,28	-1 422 644,16
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	0	0
Distribution unitaire	0,00	0,00

TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE L'OPC AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date	Part	Actif net	Nombre de titres	Valeur liquidative unitaire €	Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes) €	Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes) €	Crédit d'impôt unitaire €	Capitalisation unitaire sur résultat et PMV nettes €
29/12/2017	C PART CAPI C	22 017 770,11	11 520,298	1 911,21	0,00	0,00	0,00	84,65
31/12/2018	C PART CAPI C	22 899 725,05	12 638,298	1 811,93	0,00	0,00	0,00	30,82
31/12/2019	C PART CAPI C	28 944 778,17	14 400,298	2 010,01	0,00	0,00	0,00	40,80
31/12/2020	C PART CAPI C	31 414 128,28	15 205,006	2 066,03	0,00	0,00	0,00	-63,33
31/12/2021	C1 PART CAPI C	40 560 377,17	17 748,247	2 285,31	0,00	0,00	0,00	18,63

SOUSCRIPTIONS RACHATS

	En quantité	En montant
C1 PART CAPI C		
Parts ou actions souscrites durant l'exercice	19 653,822000	42 644 086,52
Parts ou actions rachetées durant l'exercice	-17 110,581000	-37 127 838,18
Solde net des Souscriptions / Rachats	2 543,241000	5 516 248,34
Nombre de Parts ou Actions en circulation à la fin de l'exercice	2 543,241000	

COMMISSIONS

	En montant
C1 PART CAPI C	
Montant des commissions de souscription et/ou rachat perçues	579,75
Montant des commissions de souscription perçues	579,75
Montant des commissions de rachat perçues	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat rétrocédées	579,75
Montant des commissions de souscription rétrocédées	579,75
Montant des commissions de rachat rétrocédées	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00

FRAIS DE GESTION SUPPORTES PAR L'OPC

	31/12/2021
FR0007084645 C1 PART CAPI C	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,24
Frais de fonctionnement et de gestion (frais fixes)	86 709,34
Pourcentage de frais de gestion variables	0,00
Commissions de surperformance (frais variables)	0,00
Rétrocessions de frais de gestion	0,00

CREANCES ET DETTES

	Nature de débit/crédit	31/12/2021
Total des créances		
Dettes	Frais de gestion	8 499,72
Total des dettes		8 499,72
Total dettes et créances		-8 499,72

VENTILATION SIMPLIFIEE DE L'ACTIF NET

INVENTAIRE RESUME

	Valeur EUR	% Actif Net
PORTEFEUILLE	39 509 851,47	97,41
ACTIONS ET VALEURS ASSIMILEES	17 994 851,53	44,36
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILEES	16 384 617,54	40,40
TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES	3 719 921,61	9,17
TITRES OPC	1 410 460,79	3,48
AUTRES VALEURS MOBILIERES	0,00	0,00
OPERATIONS CONTRACTUELLES	0,00	0,00
OPERATIONS CONTRACTUELLES A L'ACHAT	0,00	0,00
OPERATIONS CONTRACTUELLES A LA VENTE	0,00	0,00
CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES	0,00	0,00
OPERATEURS DEBITEURS ET AUTRES CREANCES (DONT DIFFERENTIEL DE SWAP)	0,00	0,00
OPERATEURS CREDITEURS ET AUTRES DETTES (DONT DIFFERENTIEL DE SWAP)	-8 499,72	-0,02
CONTRATS FINANCIERS	0,00	0,00
OPTIONS	0,00	0,00
FUTURES	0,00	0,00
SWAPS	0,00	0,00
BANQUES, ORGANISMES ET ETS. FINANCIERS	1 059 025,42	2,61
DISPONIBILITES	1 059 025,42	2,61
DEPOTS A TERME	0,00	0,00
EMPRUNTS	0,00	0,00
AUTRES DISPONIBILITES	0,00	0,00
ACHATS A TERME DE DEVICES	0,00	0,00
VENTES A TERME DE DEVICES	0,00	0,00
ACTIF NET	40 560 377,17	100,00

PORTEFEUILLE TITRES DETAILLE

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
TOTAL Actions & valeurs assimilées						17 994 851,53	44,36
TOTAL Actions & valeurs assimilées négo. sur un marché régl. ou assimilé						17 994 851,53	44,36
TOTAL Actions & valeurs ass. nég. sur un marché régl. ou ass.(sauf Warrants et Bons de Sous.)						17 994 851,53	44,36
TOTAL ALLEMAGNE						3 431 197,94	8,46
DE0005552004 DEUTSCHE POST NOM.			EUR	11 077		626 293,58	1,54
DE0005557508 DEUTSCHE TELEKOM			EUR	30 364		494 933,20	1,22
DE0006048432 HENKEL PF			EUR	4 852		345 171,28	0,85
DE0006231004 INFINEON TECHNOLOGIES			EUR	17 700		721 452,00	1,79
DE0007164600 SAP			EUR	4 660		582 034,00	1,43
DE0007236101 SIEMENS			EUR	1 726		263 525,68	0,65
DE0008404005 ALLIANZ			EUR	498		103 409,70	0,25
DE0008430026 MUNCHENER RUCKVERSICHERUNGS			EUR	573		149 266,50	0,37
DE000A1ML7J1 VONOVIA			EUR	2 992		145 112,00	0,36
TOTAL DANEMARK						133 243,70	0,33
DK0061539921 VESTAS WIND SYSTEMS			DKK	4 955		133 243,70	0,33
TOTAL ESPAGNE						120 610,40	0,30
ES0165386014 SOLARIA ENERGIA MEDIOAMBIENTE			EUR	7 045		120 610,40	0,30
TOTAL FRANCE						11 754 690,31	28,97
FR0000045072 CREDIT AGRICOLE			EUR	22 920		287 646,00	0,71
FR0000120073 AIR LIQUIDE			EUR	3 943		604 540,76	1,49
FR0000120321 L'OREAL			EUR	2 395		998 595,25	2,46
FR0000120578 SANOFI			EUR	4 553		403 304,74	0,99
FR0000120628 AXA			EUR	18 564		486 098,34	1,20
FR0000120644 DANONE			EUR	2 596		141 715,64	0,35
FR0000121014 LVMH MOET HENNESSY VUITTON			EUR	1 220		886 940,00	2,19
FR0000121261 MICHELIN			EUR	3 594		518 075,10	1,28
FR0000121667 ESSILORLUXOTTICA			EUR	5 904		1 105 464,96	2,73
FR0000121972 SCHNEIDER ELECTRIC			EUR	10 209		1 760 644,14	4,34
FR0000124141 VEOLIA ENVIRONNEMENT			EUR	14 003		451 736,78	1,11
FR0000125007 SAINT-GOBAIN			EUR	12 283		759 949,21	1,87
FR0000125338 CAPGEMINI			EUR	3 184		686 152,00	1,69

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
FR0000130809 SOCIETE GENERALE			EUR	11 664		352 311,12	0,87
FR0000131104 BNP PARIBAS ACTIONS A			EUR	10 777		654 918,29	1,61
FR0006174348 BUREAU VERITAS			EUR	22 681		661 831,58	1,63
FR0010220475 ALSTOM REGROUPT			EUR	6 423		200 526,06	0,49
FR0010307819 LEGRAND			EUR	4 600		473 340,00	1,17
FR0013176526 VALEO			EUR	12 073		320 900,34	0,79
TOTAL IRLANDE						546 976,04	1,35
IE0001827041 CRH			EUR	4 402		204 781,04	0,50
IE0004927939 KINGSPAN GROUP			EUR	3 259		342 195,00	0,85
TOTAL ITALIE						558 153,03	1,38
IT0001157020 ERG			EUR	4 166		118 481,04	0,29
IT0003027817 IREN			EUR	26 820		71 180,28	0,18
IT0003128367 ENEL			EUR	52 298		368 491,71	0,91
TOTAL PAYS-BAS						1 177 204,05	2,90
NL0000009538 KONINKLIJKE PHILIPS			EUR	10 068		329 878,02	0,81
NL0000009827 KONINKLIJKE DSM NOM.			EUR	2 436		482 328,00	1,19
NL00150001Q9 STELLANTIS			EUR	21 885		364 998,03	0,90
TOTAL PORTUGAL						272 776,06	0,67
PTEDP0AM0009 EDP ENERGIAS PORTUGAL			EUR	56 452		272 776,06	0,67
TOTAL Obligations & Valeurs assimilées						16 384 617,54	40,40
TOTAL Obligations & valeurs assimilées négo. sur un marché régl. ou assimilé						15 887 352,57	39,17
TOTAL Obligations à taux fixe négo. sur un marché régl. ou assimilé						14 608 461,98	36,02
TOTAL BELGIQUE						376 797,19	0,93
EU000A283859 EUROPEAN UNION 0%20-041030	27/10/2020	04/10/2030	EUR	100		99 745,00	0,25
EU000A284451 EUROPEAN UNION 0%20-041125	17/11/2020	04/11/2025	EUR	50		50 729,50	0,13
EU000A3KNYF7 EUROPEAN UNION 04032026	22/03/2021	04/03/2026	EUR	120		121 795,20	0,29
EU000A3KTGV8 EUROPEAN UNION 0%21-060726	06/07/2021	06/07/2026	EUR	103 000		104 527,49	0,26
TOTAL ALLEMAGNE						1 054 436,45	2,60
DE000A2TSTD0 SAP 0,25%18-100322	10/12/2018	10/03/2022	EUR	3	0,25	300 820,44	0,75
DE000A3E5MG8 VONOVIA 0,375%21-160627	16/06/2021	16/06/2027	EUR	1	0,375	99 152,53	0,24
XS0862952297 DEUTSCHE POST 2,875%12-111224	11/12/2012	11/12/2024	EUR	200	2,875	218 644,08	0,54
XS2047500769 E.ON 0%19-280824	28/08/2019	28/08/2024	EUR	200		200 712,00	0,49

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
XS2343822842 VOLKSWAGEN LEASING 0,375%21-26	19/05/2021	20/07/2026	EUR	80	0,375	80 032,48	0,20
XS2374595127 VOLKSWAG FIN SVCS 0%21-120225	12/08/2021	12/02/2025	EUR	156		155 074,92	0,38
TOTAL ESPAGNE						681 583,18	1,68
140525 XS1820037270 MTN BANCO BILBA.VI.AR.1,375%	14/05/2018	14/05/2025	EUR	3	1,375	314 037,82	0,78
XS2250026734 ICO 0%20-300426	28/10/2020	30/04/2026	EUR	70		70 356,30	0,17
XS2297549391 CAIXABANK TV21-090229	09/02/2021	09/02/2029	EUR	1		98 434,68	0,24
XS2357417257 SANTANDER 0,625%29	24/06/2021	24/06/2029	EUR	2		198 754,38	0,49
TOTAL FINLANDE						529 522,19	1,31
XS2320747285 OP CORP BANK 0,25%21-240326	24/03/2021	24/03/2026	EUR	300	0,25	299 279,67	0,74
XS2354246816 OP CORP BANK 0,375%21-160628	16/06/2021	16/06/2028	EUR	233	0,375	230 242,52	0,57
TOTAL FRANCE						5 528 164,07	13,63
FR0011654771 BPIFRANCE 2,5%13-250524 EMTN	11/12/2013	25/05/2024	EUR	5	2,50	542 446,23	1,34
FR0013281755 ICADE 1,5%17-130927	13/09/2017	13/09/2027	EUR	2	1,50	211 570,77	0,52
FR0013286846 LEGRAND 0,5%17-091023	09/10/2017	09/10/2023	EUR	3	0,50	303 942,53	0,75
FR0013370129 BUREAU VERITAS 1,875%18-060125	04/10/2018	06/01/2025	EUR	5	1,875	532 023,63	1,31
FR0013432770 BFCM 0,125%19-050224	04/07/2019	05/02/2024	EUR	5	0,125	503 000,21	1,24
FR0013444676 ORANGE 0%19-040926	04/09/2019	04/09/2026	EUR	1		99 113,00	0,24
FR0013505625 ADP 2,125%20-021026	02/04/2020	02/10/2026	EUR	1	2,125	108 975,26	0,27
FR0013506292 ORAFP 1,125% 0727	31/03/2020	07/07/2027	EUR	5	1,25	528 669,32	1,30
FR00140003P3 BFCM 0,1%20-081027	08/10/2020	08/10/2027	EUR	1	0,10	98 396,11	0,24
FR0014000AU2 AFD 0%20-281027 EMTN	28/10/2020	28/10/2027	EUR	3		301 224,00	0,74
FR0014000UC8 URW 0,625%20-040527	04/11/2020	04/05/2027	EUR	1	0,625	100 973,52	0,25
FR0014000UG9 CADES 0%20-250226	02/12/2020	25/02/2026	EUR	2		201 834,00	0,50
FR0014000Y93 CREDIT AGRICOLE 0,125%20-1227	09/12/2020	09/12/2027	EUR	2	0,125	195 669,81	0,48
FR0014003067 REGION ILE DE FR 0%21-200428	20/04/2021	20/04/2028	EUR	1		99 728,00	0,25
FR0014003C70 BPIFRANCE 0%21-250528	06/05/2021	25/05/2028	EUR	1		100 063,00	0,25
FR0014003MJ4 URW 0,75%21-251028	25/05/2021	25/10/2028	EUR	1	0,75	100 182,89	0,25
FR00140044X1 BANQUE POSTALE 0,75%21-230631	23/06/2021	23/06/2031	EUR	3	0,75	294 824,05	0,73
FR00140049Z5 ORANGE 0%21-290626	29/06/2021	29/06/2026	EUR	3		297 888,00	0,73
FR0014004GE5 SOCIETEGENERALE 0,25%21-080727	08/07/2021	08/07/2027	EUR	2	0,25	198 306,58	0,49
FR0014005J14 CREDIT AGRICO.TV21-210929 EMTN	21/09/2021	21/09/2029	EUR	1	0,50	98 902,84	0,24

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
FR0014005SC1 PERNOD RICARD 0,125%21-041029	04/10/2021	04/10/2029	EUR	3	0,125	292 168,52	0,72
FR0014006XA3 SOCIETE GENERALE TV21-021227	02/12/2021	02/12/2027	EUR	1		99 802,51	0,25
XS1195574881 SOC.GENERAL02,625%15-270225	27/02/2015	27/02/2025	EUR	2	2,625	218 459,29	0,54
TOTAL ROYAUME UNI						322 446,21	0,79
XS1069521083 CREDIT AGRICOLE 2,375%14-0524	20/05/2014	20/05/2024	EUR	3	2,375	322 446,21	0,79
TOTAL IRLANDE						198 225,55	0,49
XS2311407352 BK OF IE GRP TV21-100527	10/03/2021	10/05/2027	EUR	100		98 986,55	0,24
XS2337060607 CCEP FIN IRL 0%21-060925	06/05/2021	06/09/2025	EUR	100		99 239,00	0,25
TOTAL ITALIE						980 572,90	2,42
XS2063547041 UNICREDIT 0,5%19-090425	09/10/2019	09/04/2025	EUR	200	0,50	201 965,73	0,50
XS2179037697 INTESA SANPAOLO 2,125%20-0525	26/05/2020	26/05/2025	EUR	300	2,125	321 696,86	0,79
XS2300208928 SNAM 0%21-150825	15/02/2021	15/08/2025	EUR	100		99 411,00	0,25
XS2357205587 TERNA 0,375%29	23/06/2021	23/06/2029	EUR	226	0,375	223 941,91	0,55
XS2360310044 UNICREDIT MTN 0729	05/07/2021	05/07/2029	EUR	133		133 557,40	0,33
TOTAL LUXEMBOURG						299 281,50	0,74
XS2263684180 NESTLE FIN 0,00001%20-031225	03/12/2020	03/12/2025	EUR	75	0,00001	74 949,75	0,18
EMTN XS2350621863 NESTLE FINANCE INTL 0%14062026	14/06/2021	14/06/2026	EUR	225		224 331,75	0,56
TOTAL PAYS-BAS						3 390 234,23	8,36
DE000A19S4U8 ALLIANZ FINANCE II 0,25%17-23	06/12/2017	06/06/2023	EUR	1	0,25	100 876,21	0,25
DE000A3KY342 ALLIANZ FINANCE II 0%21-221126	22/11/2021	22/11/2026	EUR	4		398 508,00	0,98
XS1291004270 IBERDROLA INTL 1,75%15-170923	17/09/2015	17/09/2023	EUR	3	1,75	311 998,81	0,77
XS1557095616 DEUTSCHE TEL INTL 1,375%17-27	30/01/2017	30/01/2027	EUR	500	1,375	537 070,27	1,33
XS1769090991 UNILEVER FIN. 1,125%18-120227	12/02/2018	12/02/2027	EUR	300	1,125	318 344,38	0,78
XS2008921947 AEGON BANK 0,625%19-210624	21/06/2019	21/06/2024	EUR	500	0,625	510 021,64	1,26
XS2049154078 ING GROEP TV19-030925	03/09/2019	03/09/2025	EUR	3		300 017,10	0,74
XS2149368529 ROYAL PH 1,375%25	30/03/2020	30/03/2025	EUR	200	1,375	210 087,59	0,52
XS2325733413 STELLANTIS 0,625%21-300327	30/03/2021	30/03/2027	EUR	100	0,625	100 018,45	0,25
XS2356040357 STELLANTIS 0,75%21-180129	18/06/2021	18/01/2029	EUR	107	0,75	106 187,83	0,26
XS2389343380 ABN AMRO 0,5%21-230929	23/09/2021	23/09/2029	EUR	3	0,50	297 141,29	0,73
XS2413696761 ING GROEP TV21-291125	29/11/2021	29/11/2025	EUR	2		199 962,66	0,49
TOTAL NORVEGE						298 085,75	0,73

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
XS2117452156 TELENOR 0,25%20-140228	14/02/2020	14/02/2028	EUR	300	0,25	298 085,75	0,73
TOTAL SUEDE						539 891,39	1,33
XS2402009539 VOLVO TREASURY 0%21-090524	09/11/2021	09/05/2024	EUR	340		340 506,60	0,84
XS2404247384 SEB TV21-031131	03/11/2021	03/11/2031	EUR	200		199 384,79	0,49
TOTAL ETATS UNIS AMERIQUE						409 221,37	1,01
XS1944456109 IBM 0,875%19-310125	31/01/2019	31/01/2025	EUR	300	0,875	310 581,82	0,77
XS2338955805 TOYOTA MOTOR CR 0,125% 051127	06/05/2021	05/11/2027	EUR	100	0,125	98 639,55	0,24
TOTAL Obligations à taux variable, révisable négo. sur un marché régl. ou assimilé						260 949,85	0,64
TOTAL PAYS-BAS						260 949,85	0,64
XS2386877133 ESSITY CAPITAL 0,25%21-150929	15/09/2021	15/09/2029	EUR	267	0,25	260 949,85	0,64
TOTAL Obligations indexées négo. sur un marché régl. ou assimilé						817 698,96	2,02
TOTAL ESPAGNE						200 415,56	0,49
XS2324321285 BANCO SANTANDER SA 0,5% 24032027	24/03/2021	24/03/2027	EUR	2		200 415,56	0,49
TOTAL FINLANDE						318 906,56	0,79
XS2403444677 NORDEA BK 0,5%21-021128	02/11/2021	02/11/2028	EUR	320	0,50	318 906,56	0,79
TOTAL FRANCE						298 376,84	0,74
FR0014006NI7 BNPP TV21-30052028 EMTN	30/11/2021	30/05/2028	EUR	3		298 376,84	0,74
TOTAL Titres subordonnés (TSR - TSDI)						200 241,78	0,49
TOTAL FRANCE						100 388,75	0,25
XS1548802914 BFCM 0,375%17-130122 EMTN	13/01/2017	13/01/2022	EUR	1	0,375	100 388,75	0,25
TOTAL PAYS-BAS						99 853,03	0,24
XS2350756446 ING GROEP TV21-090632	09/06/2021	09/06/2032	EUR	1		99 853,03	0,24
TOTAL Oblig & valeurs ass. non négo. sur un marché régl. ou assimilé						497 264,97	1,23
TOTAL Oblig & valeurs ass. non négo. sur un marché régl. ou assimilé						497 264,97	1,23
TOTAL FRANCE						497 264,97	1,23
FR0014004QX4 ALSTOM 0,125%21-270727	27/07/2021	27/07/2027	EUR	3	0,125	296 373,41	0,73
FR0014006FE2 DANONE 0,52%21-091130	09/11/2021	09/11/2030	EUR	2	0,52	200 891,56	0,50
TOTAL Titres de créances						3 719 921,61	9,17
TOTAL Titres de créances négociés sur un marché régl. ou assimilé						3 719 921,61	9,17
TOTAL Titres de créances négociables						3 719 921,61	9,17
TOTAL BELGIQUE						109 398,16	0,27

Désignation des valeurs	Emission	Echéance	Devise	Qté Nbre ou nominal	Taux	Valeur boursière	% Actif Net
BE0000332412 BELGIQUE 2,6% 14-220624 72	21/01/2014	22/06/2024	EUR	10 000 000	2,60	109 398,16	0,27
TOTAL ESPAGNE						1 010 290,00	2,49
ES0000012H33 SPAIN 0%21-310524	07/01/2021	31/05/2024	EUR	1 000		1 010 290,00	2,49
TOTAL ITALIE						2 600 233,45	6,41
IT0004513641 ITALIE 5%09-010325	07/07/2009	01/03/2025	EUR	1 000	5,00	1 171 435,20	2,89
IT0005170839 ITALIE 1,6%010626 BTP	26/02/2016	01/06/2026	EUR	500	1,60	528 357,25	1,30
IT0005439275 ITALY 0%21-150424 BTP	15/03/2021	15/04/2024	EUR	900		900 441,00	2,22
TOTAL Titres d'OPC						1 410 460,79	3,48
TOTAL FIVG réservés aux non professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE						1 410 460,79	3,48
TOTAL FRANCE						1 410 460,79	3,48
FR0013412822 CM-AM MONE ISR (RC)			EUR	854,804		1 410 460,79	3,48

COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU REGIME FISCAL DU COUPON

(selon l'article 158 du CGI)

Coupon de la part C : Information relative à la part éligible à l'abattement de 40%		
	NET UNITAIRE	DEUISE
Dont montant éligible à l'abattement de 40% *		EUR

(*) Cet abattement ne concerne que les porteurs et actionnaires personnes physiques

Coupon de la part C1 : Information relative à la part éligible à l'abattement de 40%		
	NET UNITAIRE	DEUISE
Dont montant éligible à l'abattement de 40% *		EUR

(*) Cet abattement ne concerne que les porteurs et actionnaires personnes physiques

S. ACTIVE DIVERSIFIE ISR

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
Credit Mutuel Asset Management

4, rue Gaillon
75002 Paris

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

S. ACTIVE DIVERSIFIE ISR

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
Credit Mutuel Asset Management

4, rue Gaillon
75002 Paris

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux porteurs de parts du FCP S. ACTIVE DIVERSIFIE ISR,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif S. ACTIVE DIVERSIFIE ISR constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion sur les comptes annuels

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1 janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les fonds, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des fonds et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille et sur la présentation d'ensemble des comptes, au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du FCP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 22 mars 2022

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés

Olivier GALLENNE 

Jean-Marc LECAT 
Jean-Marc LECAT